

ASSEMBLÉE NATIONALE

27 juin 2026

PROTECTION DES ENFANTS - (N° 2841)

Rejeté

N° CS572

AMENDEMENT

présenté par

Mme Cathala, Mme Maximi, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, Mme Bentorki, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 2

Supprimer les alinéas 23 et 24.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement les député.es du groupe LFI appellent à supprimer le dispositif permettant l'adoption sans consentement des parents.

L'article 348-7 du code civil prévoit actuellement que « lorsque les parents refusent de consentir à l'adoption de leur enfant dont ils se sont désintéressés au risque d'en compromettre la santé ou la moralité, le tribunal peut prononcer l'adoption s'il estime ce refus abusif ».

Le présent projet de loi entend élargir cette possibilité en permettant au tribunal de prononcer l'adoption simple d'un enfant confié depuis plus d'un an au service départemental de l'aide sociale à l'enfance.

Cette extension appelle une vigilance particulière, dès lors qu'elle permettrait de prononcer une adoption en l'absence de consentement parental, non plus seulement en raison d'un désintérêt manifeste des parents, mais sur le fondement de difficultés parentales durables. Or, si certaines

situations peuvent justifier une évolution du statut de l'enfant, cette mesure ne saurait conduire à substituer une logique d'adoption à celle de la protection de l'enfance.

Dans son avis, le Conseil d'État rappelle à cet égard que la privation des droits parentaux suivie d'une adoption doit être conciliée avec le droit au respect de la vie familiale garanti par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Une telle atteinte ne peut donc être envisagée qu'à la condition d'être strictement nécessaire et proportionnée à l'intérêt supérieur de l'enfant.

Enfin, cette évolution doit être mise en perspective avec la création du dispositif de suppléance parentale, qui prévoit de confier certains jeunes enfants à des familles agréées en vue de l'adoption. La combinaison de ces deux dispositifs fait peser un risque de confusion entre protection de l'enfance et projet d'adoption, en favorisant une logique de sécurisation rapide d'un parcours adoptif plutôt qu'une évaluation pleinement individualisée de la situation de l'enfant, de ses besoins et de ses liens familiaux.